



Ville de Figeac
Services Techniques
N/REF : MA/21/11/24

République Française

Liberté-Egalité-Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE

LE MAIRE de la Ville de FIGEAC,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L. 2213-1 à L.2213-6 et L. 3221-4,
VU le Code Pénal et notamment son article R 610-5,
VU le Code de la voirie Routière et notamment ses articles L 133-1 et R 166-2,
VU le code de la route et notamment ses articles L.325-1 et suivants, R.411-8, R411-25, R.412-28, R.413-1, R.417-9 et R.417-10,
VU l'instruction interministérielle et notamment les articles du livre 1, 2ème partie, signalisation de danger, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire,
VU l'arrêté du Maire n° 20/020 du 8 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur des Services Techniques,
VU l'avis des Services de Police Municipale,
VU l'avis des Services Techniques de la Ville de Figeac,
VU la demande présentée par Monsieur TROUILLET Olivier – COLAS France – Agence de Rodez – TSA 70011 – Chez Sogelink, 69134 DARDILLY à l'effet de procéder à des travaux de finition de chantier (pose d'enduits sur les murs) devant Locavente,
CONSIDERANT que pour le bon déroulement des travaux, il y a lieu de réglementer la circulation routière,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté prolonge l'arrêté T24-664.

ARTICLE 2 : L'entreprise COLAS France – Agence de RODEZ est autorisée à réaliser les travaux décrits ci-dessus, sur la D813, au 35 avenue Joseph Loubet, sous réserve des prescriptions suivantes.

ARTICLE 3 : Cette autorisation est valable **du vendredi 22 novembre au vendredi 29 novembre 2024**

ARTICLE 4 : L'entreprise COLAS ne devra pas gêner la circulation automobile avenue Joseph Loubet.

ARTICLE 5 : La circulation sera réglementée pendant le déroulement du chantier comme suit :

- Le chantier devra strictement se cantonner aux trottoirs,
- Une signalétique devra être installée pour inviter les piétons à emprunter le trottoir en face du chantier,
- Le stationnement sera interdit au droit du chantier,
- La circulation des riverains et des véhicules d'incendie et de secours devra être garantie en permanence.

ARTICLE 6 : La sécurité des usagers devra être assurée. A cet effet, l'entreprise prendra toutes dispositions utiles, notamment vis à vis des usagers de la voirie.

La permission de voirie devra être sollicitée auprès du Grand-Figeac.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier. Les infractions au présent arrêté seront constatées, poursuivies et réprimées suivant les dispositions légales en vigueur

ARTICLE 8 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie – sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FIGEAC, le
Par délégation, **22 NOV. 2024**
Le Directeur des Services Techniques
Fabien CALMETTES

Copie : Service à la Population
PM/Gendarmerie – Hôpital
Service de collecte des ordures ménagère – STR – SDIS-
Réseau Assainissement

